

# Performance et gouvernance de l'entreprise

---

## Déclaration du groupe des organisations étudiantes et mouvement de la jeunesse

Les différents travaux qui animent actuellement le CESE, qu'il s'agisse de la prévention des risques psychosociaux, de la gouvernance de l'entreprise ou du futur projet d'avis sur la RSE font état de la réflexion qui est la nôtre quant au rôle et à la place de l'entreprise dans notre société.

Il nous semble que cette succession d'avis est symptomatique d'une certaine évolution de notre approche de l'entreprise et s'inscrit de façon intéressante dans la continuité des premières critiques de l'organisation scientifique du travail. Ainsi, dès les années 1930, Elton Mayo observait que la productivité de l'entreprise passait également par une amélioration de l'intérêt porté aux salariés et du climat dans l'entreprise. Au cours des années 1950, c'est Abraham Maslow qui s'attacha à démontrer que les salariés n'étaient pas uniquement motivés par leur salaire, comme le pensait Taylor, mais qu'ils avaient aussi besoin de sécurité, d'estime et d'accomplissement. D'ailleurs, l'avis souligne que la participation aux décisions peut avoir un impact plus fort que la participation financière.

Si ces réflexions ne sont donc pas nouvelles, l'avis opère un changement de paradigme qui est intéressant. Il apparaît, en effet, qu'au-delà de l'amélioration de la productivité de l'entreprise, la participation des salariés permettrait de répondre à une certaine dématérialisation de celle-ci et à la perte de lien entre l'entreprise et ses financeurs, en permettant une relocalisation du capital, un retour à un actionariat stable et donc à une stratégie de long terme. Il en résulterait des entreprises moins sensibles aux crises ou aux exigences des marchés, notre groupe ne peut qu'espérer une évolution en ce sens.

Toutefois, l'on ne peut s'empêcher de ressentir un certain décalage entre le souhait émis d'une participation accrue des salariés à la gouvernance de l'entreprise et un marché du travail qui semble aller dans la direction complètement opposée, décalage que l'avis souligne d'ailleurs lui-même. En effet, on évoque la participation des salariés au conseil d'administration, leur intéressement aux résultats de l'entreprise, leur concertation en amont des mesures de restructuration, alors qu'en réalité, les travailleurs semblent de moins en moins intégrés à l'entreprise, les contrats courts et précaires sont de plus en plus fréquents, de même que le recours à des prestataires extérieurs, consultants ou encore pseudo auto-entrepreneurs, sans parler de la délocalisation d'une partie croissante de la production.

L'avis part du principe que l'association des salariés à la gouvernance de l'entreprise a un impact sur sa performance. Parmi les facteurs de bonne marche de l'entreprise, l'avis donne une place conséquente à la confiance, ce qui nous semble effectivement important. À cet égard, le texte reste cependant un peu timide sur les enjeux de transparence.

Ainsi, si l'avis pose de bonnes questions et s'inscrit dans une réflexion à laquelle nous adhérons, il nous semble que les préconisations demeurent très mesurées, mais sont le reflet d'un travail de compromis qui doit constituer le point de départ d'une plus grande ambition pour notre marché du travail.

Le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a voté en faveur de l'avis.